

RAPPORTS DE PRODUCTION ET STRUCTURE DE CLASSE DU CAPITALISME. 150 ANS APRÈS

Gérard DUMÉNIL et Dominique LÉVY
MODEM-CNRS et CEPREMAP-CNRS

Version: 10 mai 2005. Texte préparé pour les Cahiers Marxistes, à l'occasion du 150^{ème} anniversaire du Manifeste.

*Adresse : CEPREMAP-ENS, 48 bd Jourdan, 75014 Paris, France.
Tél: 01 43 13 62 62, Fax: 01 43 13 62 59
E-mail: dominique.levy@ens.fr, gerard.dumenil@u-paris10.fr
Site Web : <http://www.jourdan.ens.fr/levy/>*

RÉSUMÉ

RAPPORTS DE PRODUCTION ET STRUCTURE DE CLASSE DU CAPITALISME. 150 ANS APRÈS

150 ans après, force est de constater que l'histoire n'a pas confirmé le point de vue catastrophiste du *Manifeste*, soulignant l'accentuation des contradictions du capitalisme et la survenue de la révolution. Elle démontre en fait la pertinence d'un autre schéma analytique du *Manifeste*, celui décrivant l'émergence des rapports capitalistes au sein du féodalisme. L'histoire se répète : le mode de production capitaliste donne naissance à un nouveau mode de production, distinct du socialisme, dont la classe dirigeante est celle des cadres. Nous le nommons *cadrisme*. Le capitalisme contemporain est une société hybride où se combinent rapports capitalistes et cadristes, encore sous la domination des capitalistes. Cette analyse rejoint donc certaines thèses concernant le capitalisme managérial, qu'on préfère appeler *capito-cadrisme*. Comme le soutenait le *Manifeste*, ce sont les crises structurelles récurrentes du capitalisme qui sont les moteurs de ces transformations des rapports de production. Cette étude analyse ainsi la genèse des rapports cadristes à travers : (1) la crise de la fin du XIX^e siècle, qui commanda la révolution managériale ; (2) la crise de 1929, qui suscita la révolution keynésienne ; (3) la crise contemporaine, où la réaffirmation du pouvoir des capitalistes (de la finance) dans le néolibéralisme, développe encore l'emprise des cadres sur l'économie, mais la resoumet aux impératifs de la maximisation du taux de profit

ABSTRACT

THE RELATIONS OF PRODUCTION AND CLASS PATTERNS OF CAPITALISM 150 YEARS LATER

After 150 years, it is clear that history did not affirm the catastrophic diagnosis of the *Manifesto* concerning capitalism. Increasing internal contradictions have not yet led to a revolution. History confirms, however, the relevance of the *Manifesto*'s description of capitalist relations of production within feudalism. History repeats itself: The capitalist mode of production actually ushers in a new mode of production, distinct from socialism, whose ruling class is that of managers (or cadres). We call this new mode of production *managerialism*. Capitalism today must be viewed as a hybrid social formation, combining both capitalist and managerial social relations, though still under the hegemony of the capitalist class. This analysis is therefore akin to that of *managerial capitalism*. As the *Manifesto* contended, relations of production are destabilized by the recurrent structural crises of capitalism. This study investigates the emergence of managerial social relations in the context of three crises: (1) the crisis of the late 19th century, from which resulted the managerial revolution; (2) the great depression, that gave its impetus to the keynesian revolution; and (3) the present crisis, where the reassertion of the power of the capitalist class (of finance) further develops the hold of managers on the economy, but subjects it even more strongly to the dictates of maximizing the profit rate.

MOTS CLEFS : *Manifeste*, capitalisme, socialisme, rapports de production, classes, cadres, transition.

KEYWORDS : *Manifesto*, capitalism, socialism, cadres, managers, relations of production, classes, transition.

Nomenclature J.E.L. : P00.

Introduction

1948 : le *Manifeste communiste* annonçait la fin du capitalisme. Les contradictions du système ne faisaient que s'exacerber ; les crises devenaient de plus en plus fréquentes et profondes ; le salaire était maintenu au plus bas niveau ; les classes intermédiaires traditionnelles étaient condamnées à disparaître.

1998 : le capitalisme triomphe avec le néolibéralisme. Toute l'activité économique a été re-centrée vers un but unique : la rémunération des propriétaires des moyens de production, et les marchés financiers ne s'y trompent pas ; l'échec des pays socialistes fait la démonstration de l'absence d'alternatives ; l'avenir capitaliste est radieux.

Ceux qui refusent de voir les choses de cette manière mettent en avant les dysfonctionnements du capitalisme contemporain, et la tâche est aisée¹. Les inégalités tendent à s'accroître dans les pays développés, de même qu'entre pays. Une partie du tiers-monde s'enfonce dans la misère. L'Europe se débat avec le chômage et l'exclusion. Aux États-Unis, le coût de l'efficience est considérable même vis-à-vis de la société américaine. Engagés sur cette voie de la critique radicale, certains vont jusqu'à reproduire la démarche du *Manifeste*. Se plaçant délibérément sur un plan planétaire, ils soulignent que les contradictions du monde capitaliste vont en s'accentuant, qu'il s'agisse de l'appauvrissement d'une large fraction de l'humanité ou des ravages écologiques d'une croissance non contrôlée : le point de rupture sera tôt ou tard atteint. Ces visions se combinent volontiers à la thèse de l'imminence d'une crise systémique, d'origine essentiellement financière.

Il existe une autre manière de voir les choses, qui entretient également des rapports très étroits avec la démarche du *Manifeste*. Elle n'exclut pas l'éventualité de crises graves, mais elle fait sienne la capacité du système à surmonter périodiquement ces conflagrations au prix de certaines transformations. Ces ajustements récurrents commandent l'évolution des rapports de production et des structures de classes. L'échec du prolétariat dans sa tentative de se porter au pouvoir puis de mettre au monde une société sans classes, n'a pas figé définitivement les rapports sociaux. Le capitalisme n'est pas la fin de l'humanité. On peut résumer cette vision en quelques mots : *l'histoire continue*.

Quel est le sens de cette évolution ? Pour l'appréhender, il faut se ressaisir d'une ambiguïté fondamentale du projet socialiste. Ce projet possédait en fait deux aspects trop souvent confondus. Le premier était la volonté de dépassement de ce qu'il était convenu d'appeler *l'anarchie capitaliste*. Il s'agissait de construire une société, en particulier une économie, organisée rationnellement. Les crises devaient être supprimées ; le fonctionnement du système productif devait être rendu compatible avec l'élévation du niveau de vie des travailleurs ; mieux, il devait y tendre. La propriété privée des moyens de production y faisait obstacle : elle devait donc être supprimée. Le second aspect, le plus ambitieux, était l'*abolition des classes*. La révolution prolétarienne, à travers des phases de transition plus ou moins bien définies d'ailleurs, devait produire les deux effets².

La thèse qu'on soutient ici est que la transformation des rapports de production dans le capitalisme moderne témoigne de l'avancée de certains aspects de la première composante du projet socialiste, celle concernant l'efficacité. Cela ne signifie pas, bien entendu,

1. Voir, par exemple, S. Amin, *Les défis de la mondialisation*, Paris : L'Harmattan (1996).

2. G. Duménil, D. Lévy, *Au-delà du capitalisme ?*, Paris : Presses Universitaires de France (1998).

que les fluctuations du cycle conjoncturel aient disparu, que le capitalisme ne traverse plus de longues crises structurelles, ni que la dynamique du système tende à l'amélioration du bien-être général et davantage de justice. Mais des formes de contrôle et d'organisation, de planification, sont progressivement mises en place, témoignant de la continuation de ce processus de *socialisation* que Marx identifiait déjà dans le capitalisme. Concernant les classes, cette évolution ne commande pas leur abolition, mais l'émergence d'une nouvelle structure de classe et d'une nouvelle classe dirigeante, celle des cadres, à côté des capitalistes. En reprenant la thématique du *Manifeste*, on peut même affirmer que la production capitaliste engendre en son sein un nouveau mode de production, tout comme la production capitaliste était sortie progressivement des entrailles du mode de production féodal. Nous l'appelons *cadrisme*, du nom de sa classe dirigeante.

Il s'agit là évidemment une révision considérable de l'analyse de Marx et d'Engels. Mais elle renoue avec de nombreux aspects de leur problématique : la succession des modes de production, l'homologie entre modes de production et structures de classe, l'importance des luttes de classe, la théorie de l'État, la dialectique des tendances et contredances, etc.

On peut d'abord signaler rapidement ce que cette étude ne fait pas. En premier lieu, elle laisse de côté l'éclairage nouveau que cette révision jette sur l'expérience des pays socialistes, comme tentatives avortées d'ouvrir une voie radicale vers une telle société cadrisme ; elle ne discute pas des leçons qu'on doit tirer de cette expérience vis-à-vis de la question fondamentale de l'abolition des classes. En second lieu, elle ne tente pas de rendre compte des théories managériales, directoriales, technocratiques, etc., qui avaient mis au centre de leurs interprétations de la dynamique historique de nos sociétés, la montée d'une nouvelle classe de cadres et sa possible émancipation vis-à-vis des propriétaires capitalistes³.

L'analyse qu'on présente est tout entière tournée vers l'interprétation du *devenir du capitalisme*. En préalable à ces développements, la première partie reprend la démarche du *Manifeste* de manière un peu plus explicite que cette introduction. Les trois parties suivantes décrivent les étapes de l'émergence des rapports de production du capitalisme contemporain. On les localisera : (1) dans les transformations de l'entreprise (la révolution managériale, c'est-à-dire de la gestion) ; (2) dans les nouvelles formes de l'intervention étatique (par extension, la révolution keynésienne) ; (3) dans les caractères du présent épisode néolibéral. Ces trois parties donnent progressivement un contenu à la requalification du capitalisme contemporain comme capito-cadrisme. Par *capito-cadrisme*, nous entendons une société hybride où coexistent rapports de production et structures de classe capitalistes et cadristes, sous la domination des propriétaires capitalistes, et où certaines formes de socialisation ont été établies.

3. Notamment A. Berle, G. Means, *The Modern Corporation and Private Property*, Londres : Macmillan (1932) ; J. Burnham, *L'ère des organisateurs* (1941), Paris : Calmann-Lévy (1969) ; A.D. Chandler, *The Visible Hand. The Managerial Revolution in American Business*, Cambridge : Harvard University Press (1977) ; J.K. Galbraith, *The New Industrial State*, Londres : Penguin Books (1969) ; T. Parsons, *Essays in Sociological Theory*, p. 323-355, Glencoe : The Free Press (1954) ; T. Veblen, *The Engineers and the Price System* (1921), New Brunswick : Transaction Books (1983).

1 - La révolution nécessaire

Le soin avec lequel Marx et Engels rappelèrent les conditions de l'apparition des rapports de production capitalistes au sein de la société féodale est frappant. La classe capitaliste dans sa phase ascendante fut présentée comme révolutionnaire, dans le *Manifeste*. Prise pendant longtemps dans le carcan des rapports féodaux, elle ne put s'en dégager que très progressivement et à travers de formidables convulsions révolutionnaires. Cette attention n'était pas surprenante : la transition entre féodalisme et capitalisme constitue le champ d'observation principal où Marx et Engels avaient forgé les outils fondamentaux de leur théorie du développement social. On sait quel rôle joua l'étude de la révolution française dans la formation de leur pensée. Tout était là, la dialectique des forces productives et des rapports de production (le carcan des corporations), les classes (noblesses, serfs, paysans et bourgeois), les luttes de classe (des classes dominées, et entre fractions dirigeantes), et la théorie de l'État (de la monarchie absolue), jusqu'aux principes communistes de l'émancipation humaine de Gracchus Babeuf (où l'égalité économique était érigée en condition de la liberté en général). La bourgeoisie allemande ne s'était pas encore émancipée des rapports féodaux, malgré les coups de bûtoir napoléoniens. Cet intérêt pour l'émancipation bourgeoise avait donc plusieurs justifications, à la fois champ d'observation et de mise au point des outils théoriques et enjeu politique d'actualité dans une partie de l'Europe.

L'analyse du *Manifeste* était extrêmement fine et nuancée, surtout si on la lit à la lumière des œuvres politiques ultérieures de Marx. Les relations étaient décrites comme à double sens : la bourgeoisie y était tour à tour présentée comme le résultat et l'artisan des transformations des rapports de production. Le dosage entre le poids des déterminants économiques, les rigidités institutionnelles (des corporations, par exemple) et les luttes politiques était très savant, toujours modéré.

Marx et Engels tirèrent de cette analyse une conclusion essentielle. L'histoire devait se répéter sur un point : les rapports de production capitalistes allaient progressivement s'affirmer comme des entraves à la progression des forces productives, comme les rapports féodaux vis-à-vis du capitalisme naissant. La révolution prolétarienne devait balayer ces limites. L'analogie n'était pourtant pas complète. Alors que les rapports féodaux avaient paralysé le développement des forces productives et la maturation des rapports capitalistes, ces derniers recélaient un potentiel explosif. Cela se manifestait, selon Marx et Engels, à un double point de vue : politique et économique.

Au cœur des tensions politiques se trouvaient les affrontements entre les classes. Alors que l'analyse de l'émergence des rapports capitalistes mettait principalement en scène les fractions des classes dominantes, féodales et capitalistes, tout devait se jouer, concernant la fin du capitalisme, entre capitalistes et prolétaires. Le mode de production capitaliste simplifiait tous les antagonismes de classes, au profit de cette confrontation (les classes intermédiaires étaient éliminées par la logique implacable de l'accumulation et de la concentration capitaliste).

Les conditions de cet ultime assaut devaient être créées par la récurrence des crises et la perpétuation d'une position sociale intolérable pour le prolétariat. Les crises étaient décrites comme l'expression d'un double processus : d'une part, le capitalisme suscitait un développement impétueux des forces productives, d'autre part, il était incapable d'en

assurer la maîtrise. Quant à la condition prolétarienne, le salaire était ramené au minimum vital, et le travail des femmes et des enfants, jugé moins qualifié, donc moins coûteux, substitué à celui des hommes. L'évolution du capitalisme vers un paroxysme de tension sociale devait déterminer les conditions de sa disparition : une lutte révolutionnaire sans merci, débouchant sur l'élimination de la classe capitaliste.

Malgré la grande subtilité du cadre analytique, le *Manifeste* était un programme révolutionnaire. Il laissait peu de place à des compromis, à une voie réformiste. Face à la poussée des luttes prolétariennes, les capitalistes semblaient dénués de toute capacité d'adaptation. Cette incapacité était pourtant en contradiction avec certaines remarques du *Manifeste* soulignant la formidable aptitude de la bourgeoisie à la transformation⁴. L'histoire a bien confirmé cette dernière intuition de Marx et d'Engels : le capitalisme n'a cessé de se transformer.

Ce n'est pas tant que le diagnostic porté sur le système était erroné, ou qu'il n'envisageait qu'une face de la réalité, selon le procès que le révisionnisme bernsteinien fit au *Manifeste*. Les tendances détectées dans le fonctionnement du capitalisme étaient largement justifiées, bien que les outils d'analyse économique que possédaient alors Marx et Engels étaient encore peu élaborés⁵. Ce qui faisait problème dans la démarche du *Manifeste*, c'était l'absence de problématisation des effets de la crise. A suivre ses auteurs, chaque crise en préparait d'autres encore plus grandes jusqu'à l'écroulement du capitalisme. Ils se gardaient bien d'envisager des métamorphoses moins radicales qu'une révolution prolétarienne. L'histoire du capitalisme fut, à l'inverse, celle de la succession des métamorphoses du système à travers ses crises. Les contretendances ne furent pas de simples corollaires des tendances, mais l'effet des tensions, visant à leur dépassement. Les transformations majeures furent douloureuses, faisant suite à des crises profondes et durables. Ce sont les crises qui engendrèrent le changement, mais pas nécessairement l'explosion révolutionnaire.

En l'absence de prise du pouvoir du prolétariat, le capitalisme s'est adapté. La somme de ces transformations n'est pas nulle ou indéterminée dans ses directions, l'une compensant l'autre ou s'ajoutant à l'autre selon un ordre aléatoire. L'ensemble des ajustements compose la mutation. Cette mutation a un sens, celui de l'histoire. La suite de cette étude prétend en définir le contenu, en marquer les étapes correspondant à la succession des grandes crises structurelles, de la fin du XIX^e siècle, des années 1930 et de la fin du XX^e siècle (une section est consacrée à chacune de ces étapes)⁶.

2 - Les cadres dans l'entreprise. La révolution managériale

4. "Ce qui distingue l'époque bourgeoise de toutes les précédentes, c'est le bouleversement incessant de la production, l'ébranlement continual de toutes les institutions sociales, bref la permanence de l'instabilité et du mouvement", K. Marx, F. Engels, "Le manifeste communiste" (1848), *Oeuvres, Économie I*, p. 157-195, Paris : La Pléiade, Gallimard (1963), p. 164.

5. En 1848, Engels avait une connaissance remarquable du fonctionnement du capitalisme, mais peu théorisée. Marx n'en était encore que tout au début de son étude de l'économie politique.

6. On laisse de côté les crises et bouleversements antérieurs, comme la crise de 1848, contemporaine de la parution du *Manifeste*.

On ne tentera pas ici d'évaluer les chances d'une révolution prolétarienne au milieu du XIX^e siècle, ni de spéculer sur le type de société auquel elle aurait pratiquement abouti. La période cruciale de ce point de vue fut celle qui entoura la Première Guerre mondiale. Elle ne mit pas le prolétariat sur la voie de son émancipation, ni sur celle de l'éradication des rapports de classe en général. Cela ne signifie pas que le capitalisme traversa ces années sans subir d'importantes transformations. Celles que nous allons décrire maintenant étaient déjà en gestation dans le capitalisme de la seconde moitié du XIX^e siècle, mais elles ne furent véritablement mises en œuvre qu'au tournant du siècle. On y décèle deux aspects majeurs (section 2.1). Le premier fut la séparation de la propriété et de la gestion et l'émergence des nouvelles classes de gestionnaires, les cadres et employés ; le second fut l'accroissement de la distance entre le travailleur et son travail, le processus de dépossession souvent décrit faisant du travailleur l'appendice de la machine. On va décrire les conditions de ces évolutions dans le contexte de la société américaine où elles furent poussées le plus loin (section 2.2).

2.1 Rapports de production et structures de classe du capitalisme du XX^e siècle

La grande métamorphose des rapports de production à la fin du XIX^e siècle au début du XX^e fut la *séparation de la propriété et de la gestion*. Ses conséquences furent considérables. A la figure traditionnelle du capitaliste à la fois propriétaire et gestionnaire de la firme, se substitua une configuration duale. La propriété devint le fait des actionnaires, et les tâches de gestion furent confiées à des états-majors de cadres et d'employés, salariés de la firme. C'est là le fait majeur, mais ces transformations méritent un examen plus approfondi :

1. Le contrôle quotidien de la production et de la commercialisation requiert un ensemble de tâches concernant la mise en place des procédures et leur progrès, le choix des productions et de leur volume, l'embauche et le licenciement, les approvisionnements, la comptabilité, la vente, etc. Mais ces tâches ne définissent qu'une partie de l'activité du capitaliste traditionnel, celle qui est directement liée à la firme. Il en existe un autre aspect concernant l'accumulation du capital et son allocation entre diverses activités, diverses firmes. Ces tâches renvoient à ce que les classiques et Marx appelaient la *mobilité du capital*⁷. Où et combien investir selon les perspectives de rentabilité ? Il y a dans ces opérations un aspect comparatif très important qui les situe, en quelque sorte, au-dessus de l'entreprise individuelle, même si les activités d'une entreprise peuvent être déjà différenciées. Il faut, à cette fin, collecter une information spécifique et faire des choix. Face aux entreprises du système productif, s'est ainsi constitué un ensemble d'institutions financières, *la finance*, où des institutions en cachent d'autres, et où des institutions cachent des individus. La séparation de la propriété et de la gestion permit ainsi le développement de ce deuxième aspect de la fonction capitaliste, son épanouissement institutionnel si l'on peut dire. Il ne faudrait donc pas voir dans la distance prise par les propriétaires vis-à-vis des firmes, un processus purement passif, permettant aux capitalistes de se dégager des charges de la gestion : cette évolution possède également un aspect positif, la maturation d'un aspect central de la fonction capitaliste⁸.

7. G. Duménil, D. Lévy, *La dynamique du capital. Un siècle d'économie américaine*, Paris : Presses Universitaires de France (1996), Première partie.

8. Marx avait remarquablement anticipé cette évolution, à partir de son observation du capitalisme anglais : "En général, les entreprises par actions que le crédit [Marx regroupe actions, obligations

2. La délégation des tâches de gestion des entreprises à des cadres et des employés aboutit à la constitution de grandes structures pyramidales, fortement hiérarchisées, et organisées en divers services. Il faut en souligner deux caractères. En premier lieu, cette gestion collective se doubla d'une division des tâches au sein de ces états-majors, concentrant la conception et l'initiative au sommet de la hiérarchie, et l'exécution à l'autre extrémité. Cette polarisation fut l'expression d'une nouvelle figure de pouvoir. En second lieu, l'organisation des firmes selon ce modèle managérial porta à un haut degré de développement de nouvelles formes de coordination des activités à l'intérieur d'une même entreprise. Cette coordination combine des processus de décision *ex ante*, et des ajustements *ex post* aux déséquilibres observés, mais elle opère *hors marché*.

3. Cette séparation de la propriété et de la gestion, doublée de la délégation des tâches aux cadres et employés, présentait des avantages énormes et permit de remarquables gains d'efficacité. Il n'y avait pourtant là rien d'automatique. Le développement d'un vaste personnel salarié a pu coïncider dans certaines circonstances à des organisations inefficaces, souvent qualifiées de *bureaucraties*. Ce sont d'autres circonstances historiques et contextes institutionnels qui conduisirent à la *révolution managériale*⁹.

4. La séparation de la propriété et de la gestion posait cependant de manière aiguë le problème du contrôle des propriétaires sur les gestionnaires. C'était la propriété capitaliste qui était en question, la maximisation du taux de profit et la rémunération des capitaux. Ce problème fut perçu dès les premières décennies du siècle, mais il ne fit pas obstacle au développement des nouveaux rapports de production. Il se règle par des pratiques institutionnelles, notamment dans une sorte d'*interface* entre la propriété et la gestion, fondamentalement séparées, dans les conseils d'administration. Des propriétaires encore quelque peu engagés dans la gestion, y font face à des cadres appartenant au sommet de la hiérarchie, secondairement détenteurs d'actions de la firme.

5. Ces nouvelles institutions du capitalisme moderne permirent le développement des grandes entreprises. Cette croissance supposait conjointement l'accès à des masses considérables de financement et une capacité de contrôle de ces vastes organisations. C'est pourquoi le développement de la grande finance, axée sur le financement du système productif (et non comme longtemps sur celui des dépenses publiques), et celui des états-majors de gestion constituèrent deux aspects complémentaires de cette évolution.

Simultanément, la position des travailleurs dans le procès de travail se trouva considérablement modifiée. La nouvelle organisation de l'atelier et la technique correspondante

et autres crédits (principalement bancaires) sous la rubrique du capital de prêt] a développées ont tendance à séparer de plus en plus la fonction du travail administratif [*la gestion*] de la propriété du capital, qu'il soit emprunté ou non ; [...] D'une part, le simple propriétaire de capital, le capitaliste financier, s'oppose au capitaliste actif et le capital financier lui-même, avec l'extension du crédit, revêt un caractère social concentré dans les banques qui lui prêtent désormais aux lieu et place de ses propriétaires immédiats ; d'autre part, le simple directeur qui n'est à aucun titre possesseur du capital, ni comme emprunteur, ni autrement, remplit toutes les fonctions effectives que nécessite le capital actif en tant que tel ; il s'ensuit que seul le fonctionnaire [*celui qui exécute les fonctions*] demeure, le capitaliste disparaît du procès de production comme superflu", K. Marx, *Le Capital*, Livre III (1894), Paris : Editions sociales, tome 2 (1967), ch. XXIII, p. 52-53. Voir G. Duménil, *La position de classe des cadres et employés. La fonction capitaliste parcellaire*, Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble (1975).

9. Selon la théorie marxiste de la valeur, ces personnels sont *improductifs*. Cela ne signifie pas qu'ils sont inutiles, même dans une logique capitaliste. Ce sont les agents de la maximisation du taux de profit. C'est déjà en ces termes que Marx analysait un employé de commerce (G. Duménil, *ibid.*).

contribuèrent à retirer à l'ouvrier le peu d'initiative et de contrôle sur la production qui lui restaient. Ces transformations furent souvent décrites par référence au *taylorisme* et au *fordisme*. Des catégories particulières de techniciens et d'employés furent insérées en amont du procès de travail, investies de tâches de préparation et de contrôle. Ainsi la grande hiérarchie organisationnelle descendait jusqu'à l'atelier, jusqu'au travailleur productif, dans un continuum fortement polarisé par des relations de pouvoir.

Le trait marquant le plus évident de cette évolution concernant les classes sociales fut le développement de ces nouvelles classes moyennes de cadres et d'employés, à l'intérieur même du système productif. Venant se combiner aux salariés du secteur public et aux classes traditionnelles de petits propriétaires, ces nouveaux groupes créèrent l'illusion de l'atténuation ou de la disparition des distinctions de classe. Mais il s'agissait en fait d'une évolution et d'une complexification¹⁰.

La complexité de la structure de classe de ce capitalisme du xx^e siècle résulte en fait de la superposition de deux contradictions de classe :

1. L'opposition capitaliste fondamentale entre les propriétaires des moyens de production et les travailleurs productifs.
2. Une opposition nouvelle entre cadres et ce que l'on peut appeler *encadrés*, par quoi nous entendons les employés et les ouvriers. Cette seconde contradiction est représentative de la nouvelle logique cadriste qui se développe au sein des rapports capitalistes.

De cette superposition découlent un certain nombre d'ambiguïtés, de doubles déterminations. Un cadre supérieur, par exemple un ingénieur, en tant qu'organisateur de la firme, assume certaines fonctions qui étaient traditionnellement celles du capitaliste. Le statut qui lui est donné dans l'entreprise, sa position hiérarchique, sa rémunération et ses possibilités d'avancement confirment cette parenté. Mais c'est également un salarié des propriétaires. Il est donc, comme le travailleur productif, placé dans un rapport de dépendance vis-à-vis du capitaliste. Ce problème revêt un caractère aigu dès qu'on descend dans la hiérarchie vers les employés les moins qualifiés. La distinction anglaise entre *blue collars* et *white collars* souligne bien le maintien de certaines séparations entre les diverses catégories de salariés. Pourtant, le statut de certains employés marque cruellement leur dépendance et leur précarité et n'est en rien préférable à celui des ouvriers.

Il faut voir dans ces évolutions de véritables transformations des rapports de production et de la structure de classe. C'est d'ailleurs un des traits les plus intéressants de l'analyse de Marx que d'utiliser ces deux types de détermination de manière complémentaire pour caractériser deux faces d'une même réalité. La séparation de la propriété et de la gestion modifia considérablement le contenu de la propriété. Une distance certaine a été créée entre le propriétaire et l'objet possédé : l'émettement de la propriété, le caractère indirect du contrôle en témoignent. Désigner l'actionnaire comme propriétaire fait finalement problème dans le capitalisme contemporain, et la finance se constitue en acteur autonome, défini fonctionnellement. C'est à ce type de processus que renvoient les théories actuelles d'un capitalisme institutionnel (celui des fonds de pension). Mais la notion de travail, les distinctions entre travail productif et improductif, font également l'objet d'une dérive similaire au gré de ces évolutions¹¹.

10. Concernant les problèmes posés par la catégorisation empirique des divers groupes, voir E. Olin Wright, *Class Counts. Comparative Studies in Class Analysis*, Cambridge : Cambridge University Press (1997).

11. Ces ambiguïtés étaient d'ailleurs déjà au cœur des analyses du travailleur collectif par Marx.

2.2 Genèse de la révolution managériale: la crise structurelle de la fin du XIX^e siècle. L'exemple des États-Unis

Comment ces transformations virent-elles le jour ? Une crise du capitalisme y fut-elle pour quelque chose ? Quels événements rendirent possible cette issue que Marx et Engels n'avaient pas envisagée—du moins pas prise au sérieux. Un bref retour sur l'histoire de cette période permettra de suggérer quelques éléments de réponse. Bien que les grands pays capitalistes avancés aient tous connu des évolutions fondamentalement similaires, on va privilégier ici l'exemple des États-Unis.

La plupart des historiens de l'économie tombent d'accord pour localiser à la fin du XIX^e siècle une crise structurelle du capitalisme. Les dates les plus fréquemment mises en avant sont celles de la période 1873-1895 pour l'Europe ; aux États-Unis, la fin du XIX^e ne peut pas être décrite globalement comme une période de stagnation, mais elle fut marquée par une grande instabilité de l'activité : deux crises majeures (l'une dans les années 1870 et l'autre, 1890), séparées par un boom spectaculaire au début des années 1880. Les années 1890 virent une envolée du chômage que seules dépassèrent les années 1930. Ces perturbations firent suite à une baisse effective du taux de profit dans laquelle nous voyons une cause majeure de la crise. Plus généralement le cours du changement technique et de la répartition dans les dernières décennies du siècle posséda tous les caractères décrits par Marx dans *le Capital* : croissance de la productivité du travail, hausse rapide de la composition technique, hausse de la composition organique et baisse du taux de profit.

Cette crise de rentabilité se doubla d'une crise de la concurrence. Les capitalistes tentèrent de se protéger des effets de la crise en échappant aux rigueurs de la concurrence par divers accords. Cette époque fut celle des cartels et des trusts¹². Ces organisations qui préservait l'autonomie des entreprises qui y participaient allaient progressivement évoluer vers des fusions pures et simples sous l'égide de la finance.

La chute du taux de profit, accompagnée de la croissance de la taille des entreprises liée aux formes du changement technique, et la crise de la concurrence qui en résulta, furent à l'origine de la métamorphose des rapports de production qu'on a décrite, notamment de la séparation de la propriété et de la gestion. Les institutions du capitalisme du XX^e siècle virent ainsi le jour : la finance moderne (des Morgan et Rockefeller) et la grande entreprise gérée par sa hiérarchie de cadres entourés d'employés. Les institutions financières et monétaires connurent un grand développement. L'autre aspect de la transformation des rapports de production, le nouveau pas dans la dépossession des travailleurs de leur savoir-faire et l'accroissement du caractère routinier des tâches, fut accompli dans les mêmes circonstances.

Cette transformation institutionnelle et technique n'affecta d'abord que certaines branches de l'économie et certaines entreprises au sein de ces branches. Deux types d'organisation coexistèrent ainsi : (1) le secteur nouveau, siège de cette configuration réunissant la finance, le capital industriel moderne et les cadres, et (2) le secteur traditionnel de la petite entreprise.

Les tendances historiques ne rendent pas mécaniquement compte de ces phénomènes, même si elles occupent une place fondamentale dans leur explication. La constitution de la nouvelle structure liant la finance et une partie des entreprises du système productif

12. H.B. Thorelli, *The Federal Antitrust Policy. Organization of an American Tradition*, Baltimore : Johns Hopkins Press (1955).

combina coopération et luttes entre les diverses fractions des classes dominantes : les financiers d'une part, et les patrons des entreprises industrielles d'autre part. Faut-il parler de fusion entre la finance et une partie de l'industrie, de prise de contrôle de l'industrie par la finance ? Il est difficile de répondre à ces questions. Par ailleurs, une opposition majeure prit forme à cette époque, entre les responsables du nouveau secteur avancé et ceux du secteur traditionnel : le *big business*, la grande entreprise cadriste liée à la finance, contre les petites entreprises. En laissant de côté les paysans, les travailleurs pesèrent dans ces rapports de force, sans que des alliances soient clairement manifestées à l'origine.

Le développement de la grande entreprise eut des conséquences tout à fait remarquables sur la technique et indirectement sur la répartition. La réorganisation de l'atelier et les nouveaux équipements furent les vecteurs d'un gain prodigieux d'efficacité. Le caractère principal de cette transformation fut l'économie sur le capital fixe. Alors que le cours antérieur du changement technique exigeait des avances constamment accrues relativement au travail et au produit, cet alourdissement de l'avance prit un tour beaucoup plus modéré. En d'autres termes, les gains de productivité du travail ne furent plus payés de hausses considérables de la composition technique (ou de baisses de la productivité du capital, c'est-à-dire du rapport du produit au stock de capital fixe)¹³.

Les responsables des grandes entreprises furent constamment attaqués par ceux des petites, tendant à freiner cette évolution par une législation antitrust (antimonopoliste). Une législation antitrust imitée du modèle anglais existait déjà dans divers États. Dès 1890, le *Sherman Act* lui donna une portée fédérale, mais son application fut lente et progressive. Simultanément étaient votées les lois autorisant les *holdings*¹⁴.

L'hostilité originelle du monde ouvrier contre les trusts, soigneusement entretenue par les propriétaires des petites entreprises, se trouva progressivement atténuée, alors que le nouveau secteur, celui des grandes entreprises, plus rentable et soucieux de faire accepter les nouvelles conditions de travail, opérait un certain nombre de concessions : la reconnaissance des syndicats, des systèmes de protection sociale et surtout des hausses de salaire¹⁵. Le secteur retardataire des petites entreprises mit sans doute un frein à cette évolution mais ne pût l'arrêter. La pression des travailleurs fut très forte alors que se constituaient le mouvement syndical et un parti socialiste. Concessions, propagande et répression (en particulier pendant la Première Guerre mondiale), et hausses des salaires permirent l'instauration d'un nouvel ordre, fait de domination et de compromis, selon un schéma très général. Malgré le taux de croissance accru des salaires, les économies en capital réalisées dans le changement technique permirent d'inverser le mouvement du taux de profit commençant une hausse qui devait durer plusieurs décennies.

Cette première série d'événements illustre bien la pluralité des mécanismes en œuvre, et leurs interactions réciproques. Les tendances défavorables de la technique et de la répartition commandèrent la crise, qui suscita la transformation des rapports de production et l'émergence de la nouvelle structure de classe. Ces transformations furent le résultat de confrontations directes entre les classes. Elles eurent un effet en retour sur le cours de la

13. Sur les aspects théoriques et empiriques de ces transformations du changement technique, voir G. Duménil, D. Lévy, *La dynamique du capital*, op. cit. note 7, Quatrième partie.

14. G. Duménil, M. Glick, D. Lévy, "The History of Competition Policy as Economic History", *The Antitrust Bulletin*, XLII (1997), p. 373-416.

15. J. Weinstein, *The Corporate Ideal in the Liberal State, 1900-1918*, Boston : Beacon Press (1968).

technique et de la répartition, qui joua, à son tour, un rôle important dans les nouveaux équilibres politiques.

Ces enchaînements ne sont pas ceux que décrivait le *Manifeste* si l'on s'en tient à l'issue révolutionnaire du processus. Mais à la lumière de l'œuvre ultérieure de Marx, tant économique que politique, on saisit la pertinence de sa construction théorique. Tout est là : les tendances, la crise, la lutte des classes. Mais apparaît une nouvelle étape du capitalisme, pas la société sans classes.

3 - Les cadres et l'État. La révolution keynésienne

La prégnance de la nouvelle logique cadriste ne concerna pas simplement l'entreprise et la finance. Aux tâches du personnel étatique traditionnel, souvent qualifiées de manière plus ou moins péjorative de *bureaucratiques*, vinrent s'ajouter nombre de fonctions relatives à l'économie considérée globalement. Bien entendu, l'activité du personnel administratif n'avait jamais été autonome vis-à-vis de l'économie, qu'il s'agisse de l'éducation, de l'assistance, des travaux publics, du système juridique (civil et pénal), de la police, etc¹⁶. Mais nous faisons ici référence à des fonctions économiques nouvelles, dont le caractère justifia le terme d'*interventionnisme*.

Comme à la partie précédente, ces aspects nouveaux du capitalisme nous intéressent dans la mesure où ils sont significatifs d'une évolution des rapports de production, où ils affectèrent les règles fondamentales de fonctionnement du système. Plus spécifiquement encore, ils nous importent dans la mesure où ils signalent l'avancée de processus d'organisation sociale, de coordination, émanant d'agents extérieurs au système productif ou à la finance. Ces avancées furent considérables. Elles donnèrent au capitalisme des premières décennies qui suivirent la Seconde Guerre mondiale des caractères tout à fait spécifiques. Faisant un usage très large du terme, on a coutume de parler à leur propos de *keynésianisme*.

On va d'abord rappeler les principaux aspects de ce nouveau cours du capitalisme concernant la politique macroéconomique, la protection sociale et la prise en charge directe de certains secteurs du système productif ou financier (section 3.1). On montrera ensuite que ce fut encore *face aux crises*, en l'occurrence, celle de 1929, et aux tensions sociales qui en résultèrent, que le capitalisme s'engagea dans ces réformes (section 3.2).

3.1 Les cadres publics, le capital et l'économie

On peut voir dans les avancées de la politique économique depuis un siècle un phénomène institutionnel, lié à certains progrès de la connaissance économique et à une plus grande maîtrise des techniques requises par ces politiques. Les termes *avancées* ou *progrès* ne font cependant pas l'unanimité, car l'intervention étatique constitue, depuis ses origines,

16. La parenté entre les différentes catégories de cadres est au centre de A. Bihr, *Entre bourgeoisie et prolétariat. L'encadrement capitaliste*, Paris : L'Harmattan (1989).

un enjeu politique majeur. Ces controverses sont, à nos yeux, significatives de la véritable portée de ces interventions publiques. Derrière elles, se joue une partie d'importance cruciale pour le devenir des rapports de production. Faire de la politique macroéconomique semble *a priori* une entreprise d'intérêt général, de santé économique publique. On touche cependant là à certains aspects essentiels de la propriété capitaliste et des mécanismes de fonctionnement du système.

De quoi s'agit-il ? Un premier élément ramène directement à la question de la séparation de la propriété et de la gestion, et à la constitution de la finance moderne qui incarne désormais la propriété capitaliste. Le système bancaire—au cœur de la finance—possède le privilège extraordinaire de créer de la monnaie, c'est-à-dire du capital dans son expression monétaire. En prêtant, la finance insuffle dans les entreprises un pouvoir d'achat qui permet l'extension de l'activité. Cette opération ne nécessite aucune épargne préalable, bien qu'elle ait du point de vue de l'entreprise les mêmes effets qu'une accumulation traditionnelle. Ce qui en limite le développement, c'est l'excès de dynamisme dans l'économie dont ces crédits peuvent être responsables, et dont le symptôme est l'*inflation* ou certaines formes de spéculation¹⁷. La marge de manœuvre que se donne la finance est déterminée par les effets contradictoires de la création monétaire. Développant le crédit, la finance augmente son revenu en percevant des intérêts ; si elle provoque l'inflation, elle dévalorise cependant le capital déjà prêté.

Pouvoir ainsi contrôler la création de la monnaie et du capital est un grand privilège de la finance. Elle y tient par-dessus tout, et l'a bien montré historiquement. Créer le capital est le complément direct de la propriété, de la capacité d'accumuler, d'orienter le capital vers telle ou telle activité, telle ou telle entreprise, de sanctionner telle ou telle équipe managériale. Prétendre réguler la quantité de monnaie et de crédit, et par là, la demande et l'emploi, dans l'ensemble de l'économie par une politique macroéconomique, c'est nécessairement limiter l'autonomie de la finance dans ce domaine. Contrôler le volume général du crédit équivaut à limiter l'initiative de la finance à des tâches d'allocation, de répartition interentreprise. C'est précisément le programme du keynésianisme au sens strict, celui de sa politique macroéconomique. Pour Keynes, il n'existe pas dans le capitalisme de mécanismes de marché—entendez de mécanismes soumis à l'initiative privée—susceptible de régler la demande au niveau *souhaitable*. C'est à l'État, à ses agents, d'en assurer la responsabilité, ce qui implique de réglementer l'activité de la finance, de toucher à une des dimensions de la propriété capitaliste dans ses institutions contemporaines.

Mais le recours au concept d'un niveau *souhaitable* de la demande, ouvre une autre controverse. La finalité de la production capitaliste est la mise en valeur du capital, et la maximisation du taux de profit¹⁸. La finance, les gestionnaires et les propriétaires traditionnels sont parties prenantes dans la poursuite de cet objectif, sans que leurs intérêts soient nécessairement identiques. Mais que l'on fasse surgir un nouvel objectif, la réalisation du plein emploi, tout à fait distincte de la maximisation du taux de profit, alors les enjeux deviennent franchement conflictuels. C'était pourtant bien là l'idée de Keynes, et c'est pourquoi, tout autant que de révolution keynésienne, on peut parler de *compromis*

17. C'est là que l'épargne joue un rôle, car l'absence de dépense d'une partie du revenu lorsqu'elle ne donne pas lieu à un transfert direct aux entreprises (par exemple, par l'acquisition d'une action nouvellement émise), permet l'extension du crédit sans provoquer d'excès de demande.

18. Une certaine tolérance à l'inflation peut induire dans l'économie un faible déséquilibre *en avant*, qui la pousse à l'action. L'entreprise et finalement la finance y trouvent leur avantage. Mais il faut se garder de trop en faire, car la hausse des prix dévalorise les prêts antérieurs.

keynésien. Keynes faisait surgir aux côtés de la mise en valeur du capital un nouveau critère de gestion sociale ; simultanément il préservait l'autonomie de l'initiative privée concernant la gestion des entreprises, l'allocation du capital, la décision d'investir. L'empiétement sur les prérogatives du capital était savamment dosé.

Le projet même de lutter de manière systématique contre le chômage était porteur de certaines menaces pour la mise en valeur du capital. C'était favoriser les travailleurs dans la négociation salariale ; c'était priver le capital d'une arme formidable que Marx avait décrite longtemps auparavant, la reconstitution de l'armée industrielle de réserve. Si l'expression est un peu démodée, le mécanisme est parfaitement d'actualité.

Globalement, on peut affirmer que le keynésianisme renégocia le partage des pouvoirs entre les propriétaires et les gestionnaires de certains intérêts plus généraux, sur lesquels il faudrait d'ailleurs s'interroger. Le caractère social de ces mécanismes ne doit pas cacher leur relation aux rapports de production. De même que la délégation des tâches de gestion à des salariés affectait directement la nature de la propriété, le fait de conférer de nouveaux objectifs à l'État, en parallèle et en concurrence avec la maximisation du taux de profit, touchait au plus profond de sa nature. On peut affirmer que le dépassement du capitalisme réside dans la capacité à faire évoluer ces règles de fonctionnement du système selon de nouvelles finalités.

Le keynésianisme dans un sens très étendu, cette fois, fut également porteur d'une transformation de la condition salariale. Déjà la lutte pour le plein emploi modifiait le statut du travailleur, faisant progresser historiquement la reconnaissance du *droit au travail*. Mais à cette évolution vint se combiner l'émergence des systèmes de protection sociale. Ces systèmes tendaient à détacher l'accès à certaines consommations de la vente de la force de travail. Dans leur forme caractéristique de ce keynésianisme élargi — l'économie du bien-être comme on dit quelquefois non sans exagération — ces systèmes de couverture furent définis en marge de la logique capitaliste, par une socialisation de type étatique.

Enfin, il faut rappeler que bien des États s'engagèrent dans une prise en charge directe par des nationalisations de certains segments du système productif, parfois relevant de la finance elle-même. C'était une forme très directe d'empiétement sur les prérogatives de la propriété privée. Son importance fut considérable en Europe après la Seconde Guerre mondiale. On a utilisé à son propos l'expression *économie mixte*, qui soulignait bien la dualité d'une telle économie. Dans l'état actuel des choses, ce cadrisme là a largement reculé, mais cela ne change rien à sa nature.

3.2 Le déclin de la finance et le compromis keynésien : le choc de la crise de 1929

Avec le développement du keynésianisme et de ses extensions, la logique du capital se trouva sérieusement remise en question. On le sait, c'est la crise de 1929 qui vint perturber l'ordre nouvellement acquis grâce à la révolution managériale et au développement de la finance. L'exemple de l'économie américaine est encore très significatif à ce propos¹⁹. Suite à la crise, l'hégémonie de la finance fut sensiblement mise en question, alors que s'affirmait l'importance d'un contrôle étatique, donc exercé par certains cadres des appareils d'État.

19. G. Duménil, D. Lévy, *La dynamique du capital*, op. cit. note 7, ch. 23.

L'organisation cadrisme avait déjà tendu à déborder graduellement les limites de l'entreprise dès avant la crise de 1929, qu'il s'agisse de la gestion des municipalités, de la police et de l'armée, ou de l'école et de l'université. La Première Guerre mondiale avait fait la démonstration de l'efficience de formes centralisées d'organisation, concernant directement la production, au-delà des limites de l'entreprise. Le nouveau rôle de l'État ne fit que prolonger ces tendances.

Plus généralement, la sévérité de la dépression des années 1930 fit planer une sérieuse menace sur la société américaine. On sait à quel type de configurations sociales elle aboutit en Europe. Derrière ces évolutions, se profilaient les avancées d'un mouvement ouvrier d'ampleur mondiale (quelle qu'ait été la réalité de l'ordre soviétique). C'est encore une fois la crise et les tensions sociales qui l'accompagnèrent, qui furent les moteurs des compromis établis au sein des classes dominantes, et entre classes dominantes et dominées. C'est dans ce contexte, et compte tenu du nouveau cours favorable de la technique, que fut scellé le compromis keynésien, qui s'avéra plus durable que d'autres et dont on a analysé la signification. Ce sont ces mêmes circonstances qui permirent la mise en place des systèmes de protection et la croissance plus rapide du salaire. Ainsi prit forme la configuration sociale propre à l'après-guerre, dessinant la période qu'on allait appeler en Europe les *trente glorieuses*. C'est en Europe justement qu'allait voir le jour une diversité de compromis après la Seconde Guerre mondiale. Certains pays, comme la France, allieront le contrôle keynésien de la situation macroéconomique au progrès de la protection sociale, aux politiques industrielles, allant jusqu'à la nationalisation de segments de l'industrie et de la finance. La social-démocratie à la suédoise fournit un autre exemple d'un tel compromis, où l'accent fut placé sur l'égalité des revenus.

Encore une fois, tendances, crises et luttes avaient conjugué leurs effets dans la détermination de ces événements. La crise de 1929 avait déstabilisé l'ordre libéral antérieur ; les nouvelles tendances de la technique avaient permis la hausse du salaire et des prestations sociales ; le mouvement ouvrier avait jeté un défi au système empêtré dans la crise ; au-delà du fascisme, un moyen terme fut trouvé entre les fractions des classes dominantes et entre ces dernières et les classes dominées.

Il faut voir dans les changements consécutifs à la crise de 1929 l'exemple le plus évident d'une dynamique historique qui est constamment à l'œuvre dans le capitalisme. Sur une moindre échelle, même indépendamment des crises structurelles, chaque récession du cycle conjoncturel suscite, à des degrés divers, de nouvelles réformes (dans le capitalisme contemporain, et de manière peut-être encore plus nette, au XIX^e siècle)²⁰.

4 - Les cadres et la finance. La révolution néolibérale

Du point de vue qui nous intéresse, celui du capito-cadrisme contemporain, le néolibéralisme possède une signification ambiguë (section 4.1). D'une part, il marqua une rupture

20. Ce que nous appelons *instabilité tendancielle* établit le lien entre les tendances de la technique, les progrès de la gestion, l'instabilité potentielle croissante qui résulte des progrès de la gestion des entreprises, et les réponses institutionnelles qui permettent finalement de restaurer les conditions de la stabilité macroéconomique (G. Duménil, D. Lévy, *ibid.*, p. 180-181 et ch. 22).

par rapport à l'ancien cours keynésien, et donc coïncida avec une accentuation de la domination de la finance et un recul du cadrisme étatique. Mais, d'autre part, ce nouveau régime ne remit pas en question le rôle des cadres et de la gestion qu'ils assurent en général. A l'inverse, le néolibéralisme est sans doute associé à *une troisième révolution managériale*, par les progrès enregistrés dans la gestion des entreprises et dans la finance elle-même. C'est de nouveau une crise structurelle qui provoqua cette évolution, la crise de la fin du XX^e siècle (section 4.2).

4.1 La domination politique de la finance et le rôle des cadres

La nouvelle domination de la finance dans le néolibéralisme peut être interprétée comme une réaffirmation de la domination des propriétaires des moyens de production, c'est-à-dire, dans ce capitalisme où propriété et gestion sont séparées, de la finance. Cette hégémonie reconquise s'est manifestée dans divers domaines :

1. Un premier champ d'exercice de ce pouvoir fut celui de la politique macroéconomique. L'emballage de l'inflation et la faiblesse des taux d'intérêt réels dans les années 1970 avait provoqué un transfert patrimonial continu des prêteurs vers les emprunteurs. La nouvelle politique néolibérale fit de la lutte contre l'inflation un objectif prioritaire. Les nouveaux taux d'intérêt réels très élevés renversèrent les courants précédents drainant d'importantes ressources vers la finance. Les capitaux attirés par cette rentabilité exceptionnelle de la finance, relativement aux entreprises du système productif, affluèrent vers le secteur financier. Ces taux d'intérêt furent très dommageables à l'investissement et prolongèrent considérablement les effets de la crise, notamment le chômage.
2. Il va presque sans dire que la finance s'attache à balayer par des privatisations toutes les tentatives étatiques de s'insérer dans ses rangs.
3. La finance se débarrassa de nombreuses réglementations qui bridaient son activité. Elle inversa le cours des politiques antitrust, qui avaient été renforcées aux États-Unis dans la première phase de la crise, au profit d'une attitude des pouvoirs publics *favorable* aux fusions. Cette vague de fusions, ou plus généralement l'extension formidable des relations financières entre les firmes, eut une portée mondiale. Les entreprises sont désormais articulées dans de très vastes réseaux de relations financières et ont elles-mêmes étendu leurs activités financières. C'est presque de symbiose dont il faut parler.
4. Cette reprise de l'initiative par la finance, qui s'est ainsi repositionnée au centre du jeu, s'est accompagnée d'une réaffirmation de la maximisation du taux de profit comme critère exclusif de la gestion, et de la réorientation de ce profit vers la rémunération des actionnaires. Au milieu des années 1980, les bourses des principaux pays développés montèrent subitement²¹. Pour désigner ce nouveau contrôle des propriétaires sur les états-majors de gestion, on a forgé le concept de gouvernement d'entreprise (*corporate governance*).
5. Ce renforcement des exigences en matière de rentabilité a probablement été un des facteurs des nouveaux progrès de la gestion actuellement en cours dans les entreprises. Les nouvelles méthodes de gestion, notamment les applications des progrès en matière de transmission et de traitement de l'information, produisent en ce moment des effets favorables sur le cours du changement technique. Si leur contenu est différent, les effets

21. Le cas du Japon est assez particulier.

sont comparables à ceux enregistrés au début du siècle à la suite de la première révolution managériale²². On ne saurait dire pour le moment, quelles seront leurs limites.

6. Concernant le contrôle de la situation macroéconomique, le néolibéralisme coïncida avec un recul de l'autonomie des États en matière de politique économique, au profit de ce qu'il est convenu d'appeler les *marchés*. C'est là une nouvelle expression de ce recul du cadrisme étatique, qui avait donné aux États keynésiens la haute main sur leur conjoncture. La finance n'a pas remis en question les institutions qui avaient été construites afin d'opérer ce contrôle. Elle y a pris le pouvoir, comme dans les banques centrales qu'elle a refinalisées vers un double objectif: la stabilité des prix et celle des institutions financières. La finance tente actuellement de faire régner cet ordre sur le plan international (notamment par le biais des institutions internationales, comme le FMI ou la Banque Mondiale, dont elle a pris le contrôle). Clairement, elle joue avec le feu.

7. La finance n'est pas fondamentalement opposée à toute forme de couverture sociale, pourvu que ces systèmes soient gérés par ses propres institutions (assurances privées, fonds de pension), un nouveau champ d'investissement lucratif. Mais ces dispositifs ne doivent pas faire obstacle à la sacro-sainte flexibilité (le chômage ne doit pas être trop bien indemnisé, etc.).

Il est important de comprendre que la finance ne se bat pas contre les cadres, mais contre une voie historique du cadrisme: sa forme étatique. Ce qu'elle exècre particulièrement, c'est le *compromis* de la période antérieure, géré par l'État. Ce sont davantage les objectifs et les modes de fonctionnement qui sont en question, que les institutions elles-mêmes.

Au-delà de cette réaffirmation de l'hégémonie de la finance, il faut voir dans la période contemporaine une nouvelle avancée de la gestion cadriste. Son champ est celui de l'allocation du capital, de la détection des occasions de profit. Le capitalisme actuel atteint en cette matière de nouveaux degrés d'efficience. La moindre opportunité est détectée, qu'il s'agisse des opérations financières elles-mêmes (placements, changes...) ou de l'investissement des grandes sociétés. L'espace de cette quête du profit est progressivement étendu à l'ensemble de la planète. Ce sont des cadres qui effectuent ces tâches dans des institutions financières ou des services financiers. Ces cadres sont parmi les mieux rémunérés, les plus dociles et à l'avant-garde des théories néolibérales. Le rôle des gestionnaires des fonds de pension et sociétés de placements et l'énormité des sommes qu'ils gèrent, ont souvent été soulignés.

Ayant appris à gérer les firmes, les cadres font désormais l'apprentissage de processus d'arbitrage et de contrôle encore plus vastes, à l'échelle de l'économie mondiale. Dans les deux cas, la logique du capital s'est imposée, mais les cadres ne cessent d'aller de l'avant dans leur capacité à coordonner les activités de nombreux agents économiques, dans des institutions toujours plus vastes, les grands groupes, dont la logique interne est hors marché.

4.2 La dissolution du compromis keynésien : la crise de la fin du XX^e siècle

22. Une différence importante entre les deux périodes concerne le mouvement des salaires, croissant au début du siècle, stagnant, voire en baisse, de nos jours.

Les facteurs de la crise de la fin du XX^e siècle sont très similaires à ceux de la crise de la fin du siècle précédent. On retrouve à cette occasion une série d'enchaînements évocateurs de l'analyse que Marx avait donné des tendances du capitalisme.

Les bienfaits de la révolution managériale du début du siècle se firent sentir jusqu'aux années 1960, en dépit de la crise de 1929. La dépression des années 1930 et la Seconde Guerre mondiale avaient même précipité les événements, contribuant à l'élimination des sections arriérées du système productif. Mais à partir des années 1960, le cours du changement technique dans les principaux pays développés renoua avec ses caractères à la Marx. Les progrès de la productivité du travail étaient de nouveau payés par une forte baisse de la productivité du capital, et le taux de profit s'orienta à la baisse. C'était là une nouvelle manifestation du dispositif analytique de Marx, dont le premier aspect concerne les tendances de la technique et de la répartition.

Le second aspect de l'analyse de Marx, liant la crise à la baisse du taux de profit, allait implacablement s'enchaîner au premier. Cette baisse du taux de profit fit entrer le système capitaliste dans une nouvelle crise structurelle, analogue à celle de la fin du siècle précédent. L'accumulation du capital fut considérablement ralenti ; l'instabilité du niveau général d'activité fut renforcée comme en témoigna la succession des récessions, notamment celles de 1974 et de 1982 ; les progrès de la productivité du travail furent ralenti, de même que la croissance du salaire réel ; la poursuite de politiques incitatives dégénéra dans une inflation cumulative.

Une différence importante entre cette crise et celle de la fin du siècle précédent tint à la perte de dynamisme du mouvement ouvrier. Alors que le début du XX^e siècle avait été dominé par la menace que les luttes révolutionnaires faisaient planer sur le capitalisme, la fin du XX^e siècle fut marquée par le recul des luttes et l'abandon de toute visée révolutionnaire. Les désillusions liées aux caractères du développement des pays socialistes y furent sans doute pour beaucoup. L'affirmation de la crise et les premières offensives néolibérales furent bien l'occasion de luttes mémorables, mais les politiques keynésiennes, dans tous les sens du terme, se trouvèrent dépréciées. Les gouvernements représentatifs du compromis keynésien ne purent faire face à la crise, sans laisser flamber l'inflation. Du moins la finance, qui avait été constamment active depuis la guerre dans la restauration de son hégémonie, ne leur laissa-t-elle pas le temps de définir d'autres stratégies. Avec l'arrivée de Margaret Thatcher au Royaume-Uni et de Ronald Reagan aux États-Unis, s'ouvrit le nouveau règne de la finance. Le coup majeur fut la soudaine transformation des politiques monétaires en 1979 qui faisait de la lutte contre l'inflation l'objectif primordial des politiques, quel qu'en soit le coût en matière de chômage.

Pourquoi les alternatives dites de gauche ne purent-elles se faire valoir ? Pourquoi l'ancien compromis, qui avait fait merveille pendant quelques décennies, ne résista-t-il pas à la crise ? Ces questions sont évidemment essentielles, mais dépassent les ambitions de cette étude.

Ce qui nous intéresse ici est ce nouvel exemple de la faculté d'adaptation du système capitaliste. Plongé dans la crise, il entreprit une nouvelle mutation. Bien qu'elle semble à beaucoup d'égards contredire les évolutions précédentes, elle les prolongeait à d'autres. Nous y voyons une réorientation profonde des trajectoires du capito-cadrisme, depuis un itinéraire privilégiant l'intervention étatique, vers un autre consacrant la prééminence de vastes organisations privées et des processus de coordination également privés.

Conclusion :

Trois révolutions font-elles un mode de production ?

Trois crises, trois révolutions : managériale, keynésienne, néolibérale. Une première idée est donc celle de la constante mutation du capitalisme, de sa formidable capacité à se transformer. Le survol du dernier siècle de capitalisme confirme pleinement le jugement du *Manifeste* qu'on a cité²³. Il y était fait mention de “bouleversement incessant de la production”, d’“ébranlement continu de toutes les institutions sociales”, de “la permanence de l’instabilité et du mouvement”. On pourrait ainsi s’en tenir à la constatation de cette vitalité du système, inépuisable créateur d’innovations techniques et institutionnelles. L’analyse qu’on a menée aboutirait ainsi à une double conclusion :

1. La périodisation du capitalisme depuis un siècle : (1) avant la révolution managériale, un capitalisme de propriétaires privés individuels ou familiaux; (2) le capitalisme de la finance moderne et de la grande entreprise cadriste; (3) ce même système, coiffé par un des institutions réformées, dites keynésiennes, le rendant plus tolérable aux salariés, et assurant une certaine maîtrise des fluctuations; (4) enfin, le capitalisme néolibéral, où les investisseurs ont repris la maîtrise des processus d’allocation et de contrôle de l’activité de l’entreprise.
2. Une thèse relative à la dynamique de ces transformations, les liant aux crises successives du système : la “violence accoucheuse de l’histoire”. Dans chaque circonstance, on peut en montrer les modalités. Elles combinent de manière complexe, une logique économique assez déterministe et les issues de confrontations sociales, politiques.

Mais c'est sous-estimer l'importance de ces mouvements. La somme de ces révolutions ne fait pas encore un nouveau mode de production, mais elle y tend. C'est sans doute la thèse la plus ambitieuse de cette étude, que de prétendre que ces révolutions se complètent les unes les autres, contribuent progressivement à la venue à maturité d'un nouvel ordre social. Le maître-mot est celui d'organisation, de maîtrise, de rationalisation, de gestion dans un sens large, et non celui d'émancipation des classes dominées. On peut le regretter, mais il ne faut pas perdre de vue le sens de ces transformations, parce qu'elles ne débouchent pas sur l'issue espérée.

C'est d'abord l'entreprise qui fut le champ privilégié de l'instauration de ce nouvel ordre social. C'est dans l'entreprise que se met en place une forme d'organisation hors marché, préfiguration d'un ordre postcapitaliste. Ce sont ensuite les grands équilibres des revenus et de l'emploi, tant du travail que des capacités de production, qui firent l'objet d'une semblable rationalisation au niveau de l'État. Cette avancée fit la démonstration de la vraisemblance de la finalisation du système social et économique vers d'autres objectifs. Elle le fit, non de manière radicale, mais dans le cadre général d'un compromis. Enfin, se sont les processus d'allocation du capital, de contrôle de la gestion des entreprises, dominées par la finance internationale, qui font présentement l'objet d'une révolution. Elle pousse à un degré antérieurement impensable, la taille des ensembles ainsi coordonnés (les multinationales).

Quel groupe social accomplit ces tâches ? Celui des cadres. Dans quel contexte ? Celui des prérogatives des propriétaires, qui parfois s'affirment, parfois cèdent du terrain, mais

23. K. Marx, F. Engels, *Le manifeste*, op. cit. note 4, p. 164.

finalement se socialisent, par l'ampleur même des processus que ces propriétaires prétendent contrôler. Le capitalisme engendre un nouvel ordre social, comme il était lui-même sorti des entrailles de la société féodale.

Références

- Amin S. 1996, *Les défis de la mondialisation*, Paris : L'Harmattan.
- Berle A., Means G. 1932, *The Modern Corporation and Private Property*, Londres : Macmillan.
- Bihr A. 1989, *Entre bourgeoisie et prolétariat. L'encadrement capitaliste*, Paris : L'Harmattan.
- Burnham J. 1969, *L'ère des organisateurs* (1941), Paris : Calmann-Lévy.
- Chandler A.D. 1977, *The Visible Hand. The Managerial Revolution in American Business*, Cambridge : Harvard University Press.
- Duménil G. 1975, *La position de classe des cadres et employés. La fonction capitaliste parcellaire*, Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble.
- Duménil G., Glick M., Lévy D. 1997, "The History of Competition Policy as Economic History", *The Antitrust Bulletin*, XLII, p. 373-416.
- Duménil G., Lévy D. 1996, *La dynamique du capital. Un siècle d'économie américaine*, Paris : Presses Universitaires de France.
- Duménil G., Lévy D. 1998, *Au-delà du capitalisme?*, Paris : Presses Universitaires de France.
- Galbraith J.K. 1969, *The New Industrial State*, Londres : Penguin Books.
- Marx K. 1967, *Le Capital*, Livre III (1894), Paris : Éditions sociales, tome 2.
- Marx K., Engels F. 1963, "Le manifeste communiste" (1848), *Oeuvres, Économie I*, p. 157-195, Paris : La Pléiade, Gallimard.
- Olin Wright E. 1997, *Class Counts. Comparative Studies in Class Analysis*, Cambridge : Cambridge University Press.
- Parsons T. 1954, *Essays in Sociological Theory*, p. 323-355, Glencoe : The Free Press.
- Thorelli H.B. 1955, *The Federal Antitrust Policy. Organization of an American Tradition*, Baltimore : Johns Hopkins Press.
- Veblen T. 1983, *The Engineers and the Price System* (1921), New Brunswick : Transaction Books.
- Weinstein J. 1968, *The Corporate Ideal in the Liberal State, 1900-1918*, Boston : Beacon Press.

Sommaire

Introduction	1
1 - La révolution nécessaire	3
2 - Les cadres dans l'entreprise. La révolution managériale	4
2.1 Rapports de production et structures de classe du capitalisme du xx ^e siècle	5
2.2 La crise structurelle de la fin du xix ^e siècle	8
3 - Les cadres et l'État. La révolution keynésienne	10
3.1 Les cadres publics, le capital et l'économie	10
3.2 Le choc de la crise de 1929	12
4 - Les cadres et la finance. La révolution néolibérale	13
4.1 La domination politique de la finance et le rôle des cadres	14
4.2 La dissolution du compromis keynésien : la crise de la fin du xx ^e siècle	15
Conclusion : Trois révolutions font-elles un mode de production ?	17
Références	19